50e ANNÉE. — N° 17.431
DIRECTION & ADMINISTRATION : 8, rue de Cheverus, BORDEAUX
AGENCE A PARIS : 8, boulevard des Capucines.
LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux
ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 1 an
Gironde et Unitrophes. 8 50 16f 30f
France et Colonies... 9 » 17f 32f
Etranger..... 10 » 20f 40f

La Petite Gironde

10 c. le numéro
LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE
Le numéro 10 c.
MERCREDI 24 MARS 1920
SAINT GABRIEL
SOLEIL : lever 7h; coucher 17h18
LUNE : P. Q. le 27; P. L. le 3

L'armée industrielle et l'organisation défensive du pays (1)

Nous connaissons maintenant la conception de l'« Armée Industrielle »; nous savons que cette conception, en faisant du soldat un producteur dès que son instruction strictement militaire est terminée, nous fournit une source abondante de main-d'œuvre.

A quoi allons-nous tout d'abord employer cette main-d'œuvre ?

La Ligue pour la défense et le relèvement de la patrie, dont nous suivons le plan, nous répond : à l'organisation défensive du pays.

C'est bien là, en effet, la tâche la plus urgente, et nul ne s'étonnera, j'imagine, de nous voir rechercher les premiers artisans de cette tâche dans les rangs de l'armée industrielle.

Mais cette organisation défensive du pays peut et doit être conçue de telle sorte que tout en y travaillant l'armée industrielle travaille en même temps à la prospérité économique du pays. Nous allons voir qu'il est non seulement possible, mais encore facile et logique d'associer ainsi la défense et le relèvement de la patrie.

***

Pour réaliser dans les meilleures conditions possibles l'organisation défensive du pays, il faut de toute évidence :

1° Exercer une action préventive contre les risques d'agression en mettant l'agresseur possible en présence de la certitude que toute attaque aura pour sanction immédiate des représailles au cœur même de son territoire;

2° L'agression étant néanmoins supposée résolue par l'adversaire, organiser une barrière assez solide pour donner à la nation d'abord, à ses alliés ensuite, le temps de réagir.

Le premier objectif peut être atteint par l'emploi de l'aviation et par celui de l'artillerie à longue portée. Ces deux moyens, qui se complètent mutuellement, devront d'ailleurs être utilisés simultanément.

Le second objectif implique la nécessité de contenir l'assaillant pendant un laps de temps qui peut être long au moyen de forces de couverture dont les effectifs seront au début inférieurs à ceux de l'adversaire.

Deux remarques s'imposent à cet égard :

La première, c'est qu'il faut donner au terme de couverture un sens beaucoup plus large qu'autrefois. Il est vraisemblable, en effet, que si un nouveau conflit éclatait, ce serait l'ensemble des armées françaises et belges qui jouerait pour les puissances alliées le rôle de forces de couverture, ainsi que cela s'est en somme déjà produit dans la guerre qui vient de se terminer.

La seconde, c'est qu'on ne peut plus se contenter de voir les armées en question remplir leur rôle de couverture en rompant, comme elles l'ont fait jusqu'à la Marne. L'expérience cruelle que nous avons faite nous permet en effet d'affirmer que la France et la Belgique ne survivraient pas cette fois à la dévastation renouvelée d'une partie vitale de leur territoire, même si cette nouvelle guerre s'achevait par une nouvelle victoire.

La conséquence de cette situation, c'est que la défense devra s'appuyer sur des moyens matériels extrêmement puissants, au premier rang desquels nous retrouvons comme tout à l'heure l'aviation et l'artillerie à longue portée. La supériorité des moyens matériels pourra être obtenue par les alliés, d'une part en exerçant une surveillance vigilante sur l'exécution des clauses militaires du traité, d'autre part en utilisant pour la création de leur armement défensif toute la puissance des procédés mécaniques nouveaux issus de la dernière guerre, et enfin en préparant une organisation formidable du terrain qui permettra la mise en œuvre de l'armement ainsi réalisé.

***

Dans l'exécution d'un pareil programme le rôle de l'armée industrielle se présente de la manière suivante :

Tout d'abord elle est particulièrement désignée pour réaliser dès le temps de paix sur nos frontières l'organisation du terrain dont nous venons de parler.

Ensuite elle peut nous rendre d'immenses services dans la réalisation de nos programmes d'aviation et d'artillerie; et ce faisant, elle travaillera aussi bien à la prospérité économique du pays qu'à sa sécurité, et voici pourquoi.

Nous avons déjà dit dans ce journal que la mobilisation rapide d'une aviation puissante en cas d'attaque supposait et nécessitait la préexistence des ressources qui doivent servir à la constituer, tant en matériel qu'en personnel. Nous avons essayé de démontrer que cette préexistence n'était possible que sous la forme des exploitations aériennes commerciales qui nous sont d'ailleurs indispensables sur le terrain économique.

Ce sera donc travailler à la défense nationale que de faire participer dès le temps de paix l'armée industrielle aux travaux d'établissement et même à l'exploitation de nos grandes entreprises aériennes commerciales, destinées à fournir automatiquement en cas de guerre les bases de notre armée de l'air.

En ce qui concerne l'emploi de l'artillerie à longue portée et des autres moyens matériels, le même raisonnement s'applique.

En effet, l'emploi de l'artillerie à longue portée, l'organisation défensive du terrain, le bon rendement des moyens matériels puissants que comporte cette organisation, tout cela repose sur la création d'un réseau ferré très dense à voie normale, établi à cette intention.

Or, cet ensemble de voies, nécessaire pour la défense du pays, peut être tracé de telle sorte qu'il répondra en même temps à nos besoins agricoles et industriels.

Construit par l'armée industrielle et exploité par elle avec l'appoint des ressources diverses dont elle disposera en matériel et en personnel, ce réseau sera productif, et ces produits couvriront et au delà les charges résultant de l'organisation défensive proprement dite.

Il y a plus : un tel réseau développera partout où on l'établira le rendement de l'agriculture et de l'industrie dans des proportions telles que l'on sera tout naturellement amené à l'étendre progressivement par les mêmes procédés de construction et d'exploitation à des régions autres que celles où son installation s'impose tout d'abord pour des raisons militaires.

C'est ainsi que d'ores et déjà les groupements qui s'intéressent aux idées que nous exposons ici ont prévu dans notre région l'établissement d'un chemin de fer qui, de la Pointe-de-Grave à Bayonne, en contournant le bassin d'Arcachon, desservirait tout le littoral.

L'heure venue, nous reparlerons de ce réseau qui, en même temps qu'il servirait aux expériences techniques de l'artillerie à longue portée, apporterait à nos régions du Sud-Ouest et des Landes un élément inappréciable de prospérité.

Contentons-nous pour aujourd'hui de souligner encore l'intérêt de cette conception féconde de l'armée industrielle qui permettra au soldat, le jour où on l'appliquera, de travailler en même temps, par les méthodes que nous venons d'exposer, à la défense et au relèvement économique du pays.

Louis VALETON.

P.-S. — De nombreux lecteurs m'écrivent pour donner leur adhésion à l'idée si intéressante de l'armée industrielle. Je les remercie bien vivement. Je prie en particulier les correspondants qui signent : « Un groupe de pères de famille patriotes » de m'indiquer une adresse afin que je puisse leur donner directement les renseignements qu'ils me demandent sur la Ligue D. R. P.

L. V.

(1) Voir la *Petite Gironde* du 22 mars.

Hors la loi !

Après l'heureux dénoûment du conflit entre la Fédération du spectacle et M. Nozière, faussement accusé d'avoir attaqué des camarades syndiqués dans une pièce répétée à l'Ambigu, on pouvait espérer que les nouveaux censeurs de la rampe, le pompier de service et le machiniste, se tiendraient cois. Mais on ne fait pas à la tyrannie syndicale sa part : quand elle a pénétré dans un théâtre elle envahit le plateau.

Voici que les artistes de café-concert prétendent empêcher leur camarade Georgius de faire son numéro quotidien dans les établissements où il est engagé, à la satisfaction du public et des directeurs. Georgius a osé se mettre à la tête des artistes indépendants, lors de la dernière grève, et organiser un Syndicat libre en face de celui de la C. G. T. C'est un crime que les purs prétendent faire expier à Georgius, par un boycottage bruyant quand il chante dans les milieux ouvriers.

Il ne faut pas se lasser de dénoncer sur tous les terrains ces mœurs tyranniques des prétendus champions de la justice. Au théâtre comme à la ville ils n'ont qu'un argument, qu'un procédé, qu'un idéal : la force. On croyait être en république, sous le régime de la liberté qui ne gêne pas le voisin et n'est pas gênée par lui. C'est une erreur. On prétend accommoder tous les camarades à la même sauce : l'oppression syndicale. Il faut se soumettre ou se démettre du droit au travail. Georgius l'apprend à ses dépens. On lui coupe sa petite chanson au nom de « la vieille chanson de la misère humaine ».

Waldeck-Rousseau aurait pu dire : le droit de Georgius qui veut chanter est plus respectable que le droit des autres à le faire taire. Quoi, c'est là cette solidarité des « Caf'-Conc' » sur laquelle on nous avait attendris ? Les petits manteaux bleus ne sont plus que des mentons bleus. Ils décident que Georgius, convaincu de n'être pas tout à fait de leur avis sur un détail d'organisation corporative, n'aura plus de pain sur les planches. On lui retire le couplet de la bouche, et le souffleur, au lieu de souffler, sifflera.

Pour quiconque a le cœur un peu bien placé, de telles mœurs sont révoltantes à l'atelier, à l'usine, au comptoir ou sur le plateau. Cette marche à l'étoile du bonheur général par la servitude individuelle et l'incohérence d'une course à l'abîme. Il faut être aveugle ou profiteur pour ne pas le voir. La Fédération du spectacle, pas plus que les Associations de véritables travailleurs, ne se laissera transformer en une manière de Congrégation de... Judex.

P. B.

Revue de la presse

Les alliés et l'Allemagne

L'**Echo de Paris** (Pertinax) :

« La leçon de toute cette histoire, c'est que pour avoir la paix chez nous, force nous est de rétablir une vie normale en Allemagne, tout en ayant bien soin d'être assez puissants pour refouler les entreprises politiques auxquelles s'essaiera certainement la nouvelle Germanie. Seule, cette politique à double branche, cet étau, nous donnera la sécurité. »

La **Victoire** (G. Hervé) :

« Il faut que les alliés crient sur tous les toits, en Allemagne, qu'ils ne ravitailleront ni une Allemagne militariste ni une Allemagne spartakiste, mais qu'ils sont prêts à ravitailler et à aider de toute leur bonne volonté une Allemagne pacifique et démocratique. »

L'**Action française** (Jacques Bainville) :

« La formule française (exécution intégrale du traité) est très bonne pour résister aux sollicitations de M. Lloyd George et des Anglais qui veulent ménager l'Allemagne. Mais n'ayons pas d'illusions. Cette formule ne vaut pas plus que le traité lui-même; elle est déjà dépassée par les faits. Voilà seize mois — depuis l'armistice — que les alliés sont dans le faux. Tout est à refaire, et même à faire sur des bases nouvelles. Un traité qui, neuf semaines après être entré en vigueur, est le jouet des événements, est un mauvais traité. »

L'indemnité parlementaire

L'**Œuvre** (M. Robert de Jouvenel) :

« Un bon député vaut aussi bien vingt-sept mille francs — voire beaucoup plus de quinze mille. Mais s'il ne vaut pas vingt-sept mille francs, il n'en vaut pas davantage quinze mille, ni neuf mille, et il ne vaut rien du tout. Je propose donc que l'on donne vingt-sept mille francs aux députés dès qu'ils auront assaini notre situation financière. Mais, jusque-là, je demande qu'on les maintienne à l'ancien tarif. Car s'ils sont incapables de nous tirer de notre misère, il y a une chose au moins qu'ils peuvent nous donner, c'est l'exemple des privations. »

La **Lanterne** (M. Maurice Allard) :

« La vie simple et modeste n'est point déshonorante pour un député. Victor Hugo se rendait au Sénat en omnibus. Un député assidu et travailleur n'a besoin ni de rouler en auto ni de mener ce qu'on appelle un train de maison. Il a actuellement quinze mille francs par an, une bibliothèque magnifique, des salles chauffées et confortables, du papier à discrétion, le parcours gratuit en chemin de fer et quantité de petits avantages qui rendent la vie courante plus facile. Qu'on y ajoute, si l'on veut, la franchise postale, je ne vois pas ce qu'il pourrait demander de plus. »

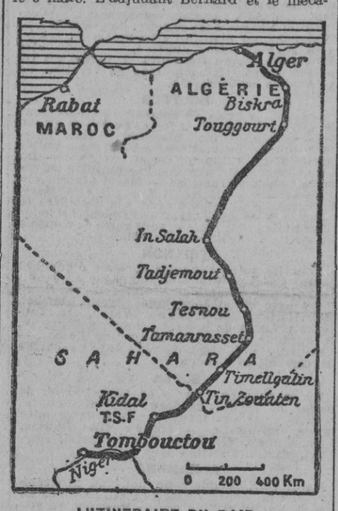
Le **Rappel** (M. du Mesnil) :

« La Chambre n'a qu'un moyen — un seul — de faire accepter par l'opinion la mesure qui la concerne. C'est de prendre hardiment, inexorablement parti contre la mercante et le trust des fournisseurs voleurs, en exigeant les restitutions, les sanctions et la cessation d'une impunité scandaleuse. »

LE RAID AÉRIEN ALGER-TOMBOUCTOU

On retrouve le corps du général Laperrine

Alger, 22 mars. — Le groupe du lieutenant Pruvost, patrouillant au sud de Tin-Zouaten, a retrouvé l'avion brisé à dix kilomètres au sud-est d'Interbarrakah. Le général Laperrine, blessé à l'atterrissage, est mort le 5 mars. L'adjudant Bernard et le mécanicien Wasselin ont été retrouvés vivants, mais à bout de forces.



L'ITINERAIRE DU RAID
Le corps du général Laperrine a été retrouvé au sud de Tin-Zouaten

Au cours de l'atterrissage, le général Laperrine a dû avoir la clavicule cassée, ainsi que plusieurs côtes. Il est mort épuisé, ne pouvant plus se nourrir, souffrant beaucoup de ses blessures. L'adjudant Bernard et le mécanicien Wasselin ont marché deux jours pour trouver du secours. N'ayant pu se repérer, ils revinrent auprès de leur appareil, où ils furent retrouvés.

Le groupe du lieutenant Pruvost ramène à Tamanrasset le corps du général Laperrine.

SEIZE JOURS DE SOUFFRANCE

Paris, 23 mars. — Il y a plus d'un mois, le 18 février, le commandant Vuillemin, emmenant comme passager le lieutenant Chalus, et l'adjudant Bernard, ayant à bord le général Laperrine et le mécanicien Wasselin, quittaient Tamanrasset, dans le massif du Hoggar, pour tenter la traversée du Sahara jusqu'au Niger, par le massif des Iloghas. La distance était de neuf cents à mille kilomètres. C'est sur sa demande, afin de se renseigner mieux encore sur le Sahara, qu'il avait pris part à l'expédition aérienne, prenant la place du général Nivelle, nommé au Conseil supérieur de la guerre, et rappelé à Paris.

A mi-chemin, le commandant Vuillemin avait perdu l'avion de l'adjudant Bernard, et l'on était depuis lors resté sans nouvelles. Des tracteurs automobiles, des méharistes avaient été chargés d'explorer la vaste région dans laquelle on supposait que les aviateurs avaient dû atterrir. L'autorité militaire avait également fait appel au concours de nos partisans, les Touareg du Hoggar, et même aux troupes de l'Afrique occidentale.

En résumé, toute la contrée, entre Tamanrasset et Tombouctou, dans un rayon de près de mille kilomètres, avait été explorée à fond. C'est un groupe de méharistes, commandé par le lieutenant Pruvost, qui a fait la lugubre découverte et l'a, le 20 mars, annoncée par message, au capitaine commandant la compagnie du Tidiket.

L'avion de l'adjudant Bernard avait dû atterrir le 18 février au soir. En touchant le sol, l'appareil capota; l'aviateur et le mécanicien se relevèrent indemnes, mais le général Laperrine avait une épaule et plusieurs côtes fracturées. On peut imaginer ce que fut l'existence de ces trois hommes perdus dans le désert immense, avec des vivres en quantité restreinte ! Aussi, souffrant horriblement, pouvant à peine s'alimenter, le général Laperrine succomba après seize jours qui ne furent qu'une lente agonie.

Le corps du général sera ultérieurement ramené à Alger.

LE PACIFICATEUR DU SAHARA

Paris, 23 mars. — La mort du général Laperrine est une grande perte pour la France. Il était né à Castelnaudary en 1860, avait les étoiles depuis 1912, et était commandeur de la Légion d'honneur. Il était le frère du cardinal Laperrine, qui vient de mourir, et du capitaine Laperrine, mort en 1882, au Tonkin.

Le général Laperrine, qui connaissait admirablement l'extrême Sud algérien et toute la région d'In-Salah, était parvenu, à force de patience et de dévouement, à mâter de nombreuses tribus de Touareg, pour lesquelles il personnifiait la France. Il commanda une division sur la Somme au début de la guerre, puis fut rappelé par le général Lyautey et reprit sa tâche de pacification du Sahara.

Tokio-Seoul en avion

Seoul, 13 mars (retardée). — Trois aviateurs militaires japonais, élèves d'officiers instructeurs français, ont accompli le raid Tokio-Seoul, 1,200 kilomètres, dont 250 au-dessus de la mer.

UNE RÉCEPTION A L'ELYSÉE en l'honneur des aveugles de guerre

Paris, 22 mars. — Le Président de la République et Mme Paul Deschanel ont donné aujourd'hui une réception en l'honneur des aveugles de guerre présents à Paris. Ceux-ci, au nombre de 500 environ, parmi lesquels se trouvait le général Maunoury, ont assisté à un concert auquel des artistes de l'Opéra, de l'Opéra-Comique, de la Comédie-Française et de divers théâtres ont prêté leur concours. Des programmes imprimés en caractères Braille permettaient aux aveugles de suivre tous les détails de la représentation. Un goûter fut offert à ces glorieux mutilés, et M. et Mme Paul Deschanel ont servi eux-mêmes les rafraîchissements et les gâteaux à leurs hôtes.

Le dîner de la presse départementale

M. MILLERAND Y ASSISTAIT

Paris, 23 mars. — Le comité de la presse départementale a offert lundi soir un dîner pour fêter la nomination comme ministre des colonies et sous-secrétaire d'Etat aux finances, de MM. Albert Sarraut et Emmanuel Brousse, ainsi que l'élection à la vice-présidence de la Chambre de M. Léon Bérard.

M. Millerand y a assisté, entouré de nombreux députés, sénateurs et journalistes.

Au dessert, des toasts ont été prononcés par M. Réal, président de la presse républicaine, qui a félicité MM. Millerand, Albert Sarraut, Emmanuel Brousse et Léon Bérard.

M. Millerand a répondu en évoquant les souvenirs de sa vie journalistique et en se félicitant de se retrouver parmi ceux qui portent en province la pensée française.

M. Léon Bérard a remercié au nom des membres du Parlement. M. Soulié, sénateur, maire de Saint-Etienne, a levé son verre à l'amitié entre républicains, amitié plus que jamais nécessaire.

Les spartakistes maîtres du bassin [illegible] mais guettés par la famine

Le gouvernement se sépare de Noske et veut arrêter Ludendorff

UN AVERTISSEMENT DES ÉTATS-UNIS

Paris, 23 mars. — *L'insurrection spartakiste est maintenant maîtresse de tout le bassin de la Ruhr. Devant les forces communistes, les troupes gouvernementales se sont retirées en ne combattant, semble-t-il, qu'avec une énergie relative.*

Pour venir à bout du mouvement révolutionnaire, le gouvernement concentre les garnisons de reichswehr, qu'il peut retirer des régions où le calme est maintenant rétabli. Mais peut-être n'aura-t-il pas besoin de recourir à la force : la famine travaillera pour lui.

En effet, les stocks de vivres des insurgés s'épuisent rapidement; dans certaines villes, il reste seulement deux jours de farine et, privés de tout ravitaillement, les révoltés seront bien forcés de céder.

Il est d'ailleurs permis, en présence des déclarations faites par le chancelier Bauer et le vice-chancelier Schiffer à un journaliste anglais de se demander si les dirigeants de la politique allemande ont réellement grande hâte de voir terminer l'agitation spartakiste, qui leur permet de faire vis-à-vis des alliés une manière de « chantage au bolchevisme » pour obtenir cette révision du traité de Versailles, à laquelle tous les partis se déclarent unanimement attachés.

Cette manœuvre n'a aucune chance de réussir, et déjà les Etats-Unis ont donné à l'Allemagne l'avertissement le plus formel qu'elle ne pourrait plus compter sur le concours de l'Amérique si elle ne mettait fin aux troubles qui tendent à renverser le gouvernement légal.

Ajoutons qu'à Berlin la situation semble s'améliorer lentement. La vie normale y reprend peu à peu. La grève des chemins ots se termine; mais ces résultats ne paraissent obtenus que par des concessions faites aux partis de gauche, telles que la démission de Noske, le mandat d'arrêt lancé contre Ludendorf et la dissolution de la cour martiale.

Les Etats-Unis subordonnent leur aide à la fin des troubles

Berlin, 22 mars. — L'agence Wolf publie le communiqué suivant :

« Le représentant américain à Berlin a exprimé au gouvernement sa satisfaction de l'échec du mouvement militaire et du rétablissement d'un état de choses constitutionnel. Il a exprimé la conviction que l'opinion publique américaine blâmerait énergiquement toute tentative de renverser par la violence le gouvernement légal.

» Des désordres mettraient gravement en péril la reprise des bonnes relations avec l'Amérique et compromettraient les mesures envisagées et déjà en cours d'exécution pour fournir à l'Allemagne des vivres et améliorer sa situation économique. »

Le bout de l'oreille

Londres, 23 mars. — Le correspondant spécial du « Morning Post » à Berlin a interviewé M. Bauer et M. Schiffer, chancelier et vice-chancelier du Reich. Ils ont l'un et l'autre exprimé cette idée que, à moins que les alliés ne fassent certaines concessions au sujet des effectifs militaires, le règne du bolchevisme en Allemagne doit être considéré comme une certitude.

Démission officielle de Noske

Francfort, 23 mars. — La démission de Noske a été acceptée par le cabinet. Jusqu'au dernier moment, des efforts ont été faits du côté du groupe socialiste majoritaire de l'Assemblée nationale en vue de maintenir Noske à son poste. Toutefois, Noske est devenu tellement impopulaire auprès d'une forte fraction du parti, que le groupe a dû céder.

Divergences dans le gouvernement

Berlin, 23 mars. — Il semble qu'il y ait au sein du cabinet des divergences en ce qui concerne l'attitude à adopter dans la question du bassin de la Ruhr. Certains ministres sont partisans de la conciliation, d'autres, comme von Seeck, réclament plutôt la répression du mouvement.

Les députés reviennent à Berlin

Berlin, 22 mars. — La plupart des députés à l'Assemblée nationale, venant de Stuttgart, sont arrivés à Berlin hier. Des réunions de groupes ont été tenues dans le courant de l'après-midi.

Le général von Lüttwitz arrêté

Berlin, 23 mars (via Zurich). — On annonde l'arrestation du général von Lüttwitz, sur mandat du tribunal suprême d'empire.

Un mandat d'arrêt contre Ludendorf

Berlin, 23 mars. — Un mandat d'arrêt a été lancé contre le général Ludendorf, inculpé d'avoir pris part au coup d'Etat Kapp-Lüttwitz.

Les forces de l'armée rouge

Berlin, 22 mars. — Les nouvelles de la Ruhr annoncent que le régime des Conseils continue à s'organiser dans cette région. Les troupes du gouvernement s'étant retirées, il n'y a plus de collisions. L'effectif des forces spartakistes est évalué très diversement : suivant certaines informations, il ne comprendrait pas plus de 40,000 hommes; suivant d'autres, les forces organisées ne représenteraient même que 8,000 hommes.

Le succès remporté par les spartakistes sur les troupes gouvernementales serait dû au fait suivant : les combattants spartakistes étaient recrutés parmi des ouvriers métallurgistes qui avaient fait la guerre, tandis que les troupes gouvernementales se composent surtout de jeunes gens qui n'ont pas été au front.

Le pain va manquer dans la Ruhr

Berlin, 22 mars. — La question du ravitaillement devient très sérieuse dans le district de la Ruhr. A Dortmund, on a distribué deux livres de farine par tête, mais les magasins sont vides dans tout le district. Le gouvernement s'est vu forcé, vu la suppression des arrivages, de diminuer encore la ration de pain déjà insuffisante.

Zurich, 22 mars. — Le grand danger pour les villes allemandes où l'insurrection spartakiste est victorieuse, c'est le manque de denrées, et si celles-ci devaient continuer à faire défaut, ce serait bientôt la famine.

250,000 hommes en face des Belges

Mayence, 23 mars. — Les troupes gouvernementales se concentrent près de Wesel dans le but d'engager des opérations dans les régions qu'occupent actuellement les communistes westphaliens. Si ces forces passaient aux révolutionnaires — ce qui n'est pas impossible, — les Belges auraient en face d'eux une armée de 250,000 hommes.

Les communistes n'ont que trois jours de vivres

Rotterdam, 23 mars. — Les communistes sont gênés par le manque de vivres. On annonce qu'il n'en ont que pour trois jours, et il faut s'attendre à ce qu'ils pillent le pays quand ces provisions seront épuisées.

La situation en Westphalie rhénane

Dusseldorf (via Amsterdam), 23 mars. — La situation en Westphalie rhénane est très sérieuse. La plupart des villes du district sont aux mains des rouges. Pour les 5 millions d'habitants de la région, il n'y a des vivres que pour une semaine.

On se bat à Dusseldorf, où la grève a pris fin cependant. Les ouvriers chrétiens ont été obligés de s'enrôler dans l'armée rouge, mais ils sont dispensés toutefois de servir au front.

Les communistes publient un communiqué de ce qu'ils appellent le front entre Dimfaken et Dorsten. Ils annoncent que dans les combats de dimanche, leurs troupes ont pris 5 canons, 5 lance-torpilles, 300 fusils, 20,000 cartouches et 200 chevaux.

Verrons-nous une république rhénane indépendante de l'Allemagne ?

Paris, 23 mars. — M. Joseph Smeets, leader du parti républicain populaire rhénan, qui siège à Cologne, voudrait un Etat du Rhin libre et indépendant, absolument dépourvu de tout esprit prussien, Etat neutre qui se placerait sous la protection de la Société des Nations et qui orienterait sa politique vers la France, c'est-à-dire vers la liberté et la démocratie.

« Dorten — on se souvient de l'action séparatiste du docteur Dorten à Mayence — Dorten a déclaré M. Smeets à un journaliste français qui l'interviewait, n'est soutenu que par de grands propriétaires monarchistes et réactionnaires comme lui, et il travaille avec Heim à la constitution d'un grand Etat comprenant la Bavière, le Wurtemberg, le pays de Bade, la Hesse rhénane et la Rhénanie. A la tête de cet Etat serait placé l'ancien roi de Bavière. Voilà le but de l'Association, et il est bien éloigné du nôtre, qui est la formation d'une république rhénane complètement séparée et de la Prusse et aussi de l'Allemagne. Les frontières de notre Etat ne sont pas fixées au Rhin, elles débordent sur la rive droite, à Hagen, à Duisbourg, à Barmen. Nous avons des adhérents aussi bien à Trèves qu'en Palatinat et même à Francfort. Si nous proclamions aujourd'hui la république, 70 pour 100 de la population rhénane marcherait derrière nous. »

A Dortmund

Dortmund, 23 mars. — Un aviateur a lancé dimanche, sur la ville de Dortmund, des Manifestes exposant que la dictature des Soviets aboutirait à une catastrophe, la faim étant plus puissante que la guerre civile. Sur ces entrefaites, le comité exécutif a lancé lundi une proclamation disant qu'il a complètement entre les mains le district industriel, et, par conséquent, les mines de charbon de l'Allemagne, ce qui est significatif pour tout le monde. Des pourparlers sont actuellement entamés en vue de faire de tout le charbon des districts industriels un objet d'échange contre une quantité de vivres déterminée.

Les spartakistes ne veulent pas travailler pour la France

Amsterdam, 23 mars. — Le travail a repris dans les mines de Westphalie. Mais les spartakistes paraissent très peu disposés à travailler pour fournir le charbon à la France et à la Belgique. Ils semblent au contraire disposés à résoudre à leur façon la question du ravitaillement en livrant à la Hollande du charbon contre des vivres.

Le ravitaillement coupé aux spartakistes

Amsterdam, 23 mars. — Le gouvernement américain a informé les autorités allemandes que l'envoi de produits alimentaires dans les régions aux mains des spartakistes est interdit. A Essen, le manque de ravitaillement est absolu. La population se répand dans les campagnes pour trouver de la nourriture. Les paysans se sont armés et résistent.

Dans le reste de l'Allemagne

Réouverture de la Bourse de Berlin

Berlin, 22 mars. — Le comité de la Bourse a décidé samedi de publier une cote des changes aujourd'hui et d'ouvrir la Bourse mardi et mercredi.

Le travail reprend

Kiel, 23 mars. — Les divers partis se sont entendus pour reprendre le travail dans les exploitations essentielles à la vie.

Hambourg, 23 mars. — Le travail a repris presque complètement aux Chantiers de Hambourg.

Les ouvriers bavarois sont indécis

Munich, 22 mars. — L'assemblée des conseils d'exploitation munichois n'a pris aucune décision en ce qui concerne la reprise de la grève. La grande majorité des ouvriers, en particulier ceux des entreprises de transports, n'ont aucune envie de recommencer la grève sans motif sérieux. Le ministre des transports Frauendorfer a fait savoir que si des éléments isolés essaient de déchaîner une nouvelle grève, il sévira de la façon la plus énergique.

On dit que Frédéric Adler, chef des socialistes extrémistes autrichiens, est arrivé à Munich.

Combat en Saxe contre les spartakistes

Quedlimbourg (Saxe), via Berne, 23 mars. — Une violente attaque des spartakistes contre l'hôtel de ville a été repoussée, dimanche, par la garde de sûreté. La gare, occupée jusqu'ici par les communistes, a été reprise par les troupes du gouvernement. Après un violent combat, on compte de nombreux blessés de part et d'autre.

Fin de la grève en Silésie

Breslau, 22 mars. — Le comité d'action socialiste de Silésie a décidé à l'unanimité de cesser la grève, mais il se réserve le droit de la déclancher de nouveau si les troupes reparaissent dans la ville. Le travail reprendra après-demain.

Halle repris aux spartakistes

Berlin, 23 mars. — Les troupes du gouvernement, après une bataille d'artillerie qui a duré plusieurs jours, ont repris la ville de Halle-sur-la-Saale.

L'attitude de l'Angleterre

Londres, 23 mars. — Au cours de la discussion du buget de la guerre, M. Winston Churchill a déclaré la situation actuelle extrêmement grave en Orient. Le ministre a ajouté :

« L'anxiété que le gouvernement éprouve à propos des événements du Levant est encore dépassée par celle que lui occasionne la situation en Allemagne. Notre politique, en ce qui la concerne, doit être de toute prudence. Nous devons essayer par tous les moyens en notre pouvoir de mettre le gouvernement modéré allemand en mesure de durer, afin que, sous son égide et grâce à son organisation, la prospérité du peuple allemand puisse renaître. »

Des officiers allemands vont venir nous renseigner

Paris, 23 mars. — Le chargé d'affaires d'Allemagne a annoncé l'arrivée à Paris d'officiers de l'état-major allemand munis de pleins renseignements sur les événements des derniers jours.

NOS NOUVEAUX DIRIGEABLES

Deux nouveaux dirigeables, l'« ASTRA TORRES n° 13 » et le « ZODIAC », viennent d'être reçus à Saint-Cyr. Voici ce dernier aéronef avec une vue de la nacelle
Phoo Meurisse

M. NITTI EXPOSE SON PROGRAMME A LA CHAMBRE ITALIENNE

Il affirme son désir "d'agir en accord complet avec la France et l'Angleterre"

Rome, 22 mars. — Le président du conseil, M. Nitti, a lu à la Chambre des députés la Déclaration du gouvernement.

Après avoir donné les raisons de modifications apportées au cabinet et faites avec la collaboration spontanée de tous les ministres, M. Nitti a dit :

« La situation des peuples de l'Europe sortis de la guerre se présente très difficile et même la situation des neutres n'est pas sans danger. A la grave crise économique correspond un trouble des âmes. Il y a des minorités désordonnées qui s'agitent pour de nouvelles entreprises. Il y a des majorités qui n'ont pas encore repris la discipline du travail.

» Dans l'Europe entière, on consomme plus qu'on ne produit; tous nous sommes sous la pire menace, celle de la famine. L'Europe doit rétablir la paix et retrouver l'équilibre, sous peine de décadence. Vainqueurs et vaincus présentent, au point de vue économique, non pas des phénomènes différents, mais des phases différentes d'un même phénomène. Plus de 300 millions d'hommes en Europe ne produisent pas ce qu'il faut pour l'existence. Les changes montent, et les foules, en haut et en bas, sous l'illusion de la politique du papier-monnaie, augmentent leurs dépenses. La Russie, réservoir de matières premières, et l'Allemagne, réservoir du travail, ne travaillent presque plus. L'Europe ne peut retrouver son équilibre qu'en remettant en valeur l'Allemagne et la Russie. »

» L'Italie entend soutenir non seulement l'état complet de paix, mais aussi l'esprit de paix et de collaboration dans le monde et surtout entre les pays d'Europe. »

M. Nitti ajoute :

« La reconstruction des pays vaincus intéresse surtout les pays vainqueurs. Les vaincus doivent sans doute supporter les conséquences matérielles immédiates de la guerre imposée par eux aux démocraties occidentales; mais nous devons demander qu'ils s'acquittent de cette obligation par le progrès et non par l'appauvrissement de leur existence.

» Dans la défense des intérêts italiens, nous nous sommes inspirés des mêmes principes généraux. Nous voulons que l'Italie soit un instrument de paix dans le monde et par conséquent nous voulons avoir des relations d'amitié cordiale avec tous, spécialement avec nos voisins. Nous insisterons seulement sur ce que nous croyons juste. L'Italie ne doit pas être la cause d'un retard dans l'établissement des conditions de la paix en Europe.

» Nous désirons agir en accord complet avec la France et l'Angleterre. L'union formée dans la douleur et le danger doit être cimentée dans les responsabilités communes. Nos relations sont sincères, cordiales et aucun nuage ne peut en voiler la clarté. »

LA QUESTION DES FINANCES

Abordant les questions économiques et financières, M. Nitti relève que tous les conseils de réduire les dépenses de consommation furent vains. Il faudra imposer ce qui ne fut pas fait volontairement. Il faut s'opposer aux augmentations successives de salaire. M. Nitti ajoute :

« Les capitaux étrangers importés en Italie dans un but de production ne seront pas soumis à l'impôt sur le patrimoine. Les souscriptions à l'emprunt atteignirent presque 20 milliards, dont 7 en numéraires. Nous avons ainsi arrêté l'émission de la monnaie de papier et nous sommes en train d'en préparer la réduction graduelle. Nous avons le devoir de préférer les dettes à la monnaie de papier. »

LES REFORMES DANS L'ARMEE ET DANS LA MARINE

M. Nitti déclare que des quatre classes encore sous les drapeaux, une sera bientôt envoyée en congé. Les effectifs de l'armée permanente seront ainsi considérablement réduits. La démobilisation du matériel se fera avec la démobilisation des hommes. La marine a réalisé déjà des économies remarquables. Les effectifs, de 122,000 hommes furent réduits à 42,000 hommes. Dans les chantiers de l'Etat on a commencé ou on commencera bientôt la construction de navires marchands.

M. Nitti, en concluant, affirme de nouveau sa foi dans l'avenir.

« L'Italie, dit-il, si elle ne rebrousse pas dans le chemin de la démocratie et de la paix, si elle fait une œuvre de vérité et de paix, si elle se plie à une discipline plus rude de travail et d'épargne plus austère, sera dans peu d'années, même économiquement, un des pays les plus développés d'Europe et du monde. »

AU SÉNAT

LE SÉNAT A VOTÉ LES MAJORATIONS DE PENSIONS

Paris, 23 mars. — Le Sénat a tenu séance ce matin et a adopté le projet de loi déjà voté par la Chambre, attribuant des majorations aux titulaires de pensions civiles ou de pensions militaires d'ancienneté, liquidées ou à liquider.

Le Sénat a ensuite adopté le projet de loi portant dérogation à l'acte de navigation du 21 septembre 1793.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX

Est également adopté le projet reportant au 26 avril l'ouverture de la session ordinaire des Conseils généraux.

La prochaine séance est fixée à demain matin.

La séance est levée.

A la commission des affaires étrangères du Sénat

Paris, 22 mars. — La commission sénatoriale des affaires étrangères s'est réunie aujourd'hui, sous la présidence de M. de Selves. Presque tous ses membres étaient présents. Un échange de vues a eu lieu sur les diverses questions en cours, notamment à propos de la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican.

La commission a en outre adopté la motion suivante, présentée par MM. Berthoulat, Lucien Hubert, Alexandre Bérard :

« La commission des affaires extérieures demande que le gouvernement soit entendu le plus tôt possible sur les questions qui suivent : l'Allemagne et le traité de paix; nos relations avec les Etats-Unis; Constantinople et l'Asie Mineure; la Russie. »

Contre la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican

Montauban, 22 mars. — Le Cercle départemental radical et radical-socialiste de Tarn-et-Garonne, réuni à Montauban, a voté un ordre du jour de protestation contre le projet de nomination d'un « ambassadeur auprès d'une papauté qui reste indifférente naguère aux exactions commises par les Barbares en Belgique, en Serbie et en France ». Le Cercle engage les parlementaires de gauche à rester fidèles « à la politique des Gambetta, Ferry, Waldeck-Rousseau, Emile Combes, en s'opposant énergiquement

Le film sportif

Une équipe ne se bâtit pas en un jour. C'est un édifice combien difficile à construire, qui demande de lents et patients efforts. Et je connais plus d'un maçon et des meilleurs qui se rebutèrent à la tâche !

Tarbes a gagné dimanche parce que le bloc était composé en majorité de matériaux résistants, qui avaient opéré ensemble la saison dernière, ce qui rendit le regroupement plus aisé, plus solide aussi.

De l'équipe de 1919, nous retrouvâmes le fur Nicolai, le foudroyant Galiay, le cheval Cassayet, le ratisseur Hernandez, et Ricarte et les frères Cayrefourq et Rouch et Casmabet. Majorité d'hommes se connaissant à fond, pratiquant depuis longtemps côte à côte. C'est de cette matière qu'on bâtit les solides équipes. Et puis, voilà des joueurs qui habitent le pays, qui connaissent à fond et leurs qualités et leurs défauts réciproques; comment voulez-vous qu'ils ne constituent pas un tout solide impossible à effriter.

C'est d'ailleurs la supériorité que possède la petite ville sur la grande. Elle tient mieux en main ses hommes et possède toujours une homogénéité supérieure. Il